



**REVUE DE PRESSE**  
**Mardi 08 octobre 2019**



## Les pesticides sont aussi à la maison

**1.507** ménages interviewés dans toute la France métropolitaine



**5.408**

produits stockés inventoriés dans les domiciles

**75%** des ménages déclarent avoir utilisé **AU MOINS 1 PESTICIDE** au cours de l'année.



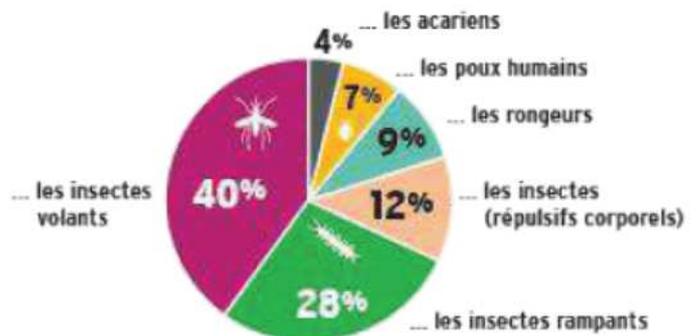
**LES INSECTICIDES** sont les produits les plus utilisés.



**60%** des ménages **JETTENT À LA POUBELLE** les produits non utilisés.



Les ménages ont recours aux pesticides contre ...



# Gros malaise chez les paysans



À la FNSEA 16, les agriculteurs ont pris de plein fouet une critique qui se fait «agribashing». Ils veulent réagir par la pédagogie et le dialogue.

Photo Renaud Joubert

«C'est plus constructif que la tonne à lisier. Mais ça défoule moins, faut avouer.» Jean-Bernard Sallée, le président de la FNSEA en Charente, a le sens de la formule qui a le mérite d'annoncer la couleur. Le syndicat veut expliquer, montrer, convaincre, dialoguer. Ses dirigeants l'ont martelé hier matin lors d'une conférence de presse. À la veille d'une grosse manif de l'autre syndicat en Charente. La Coordination rurale occupera donc seule le terrain, aujourd'hui, à l'occasion d'une grosse journée d'action contre «l'agribashing», leur hantise du moment. Symboliquement, les manifestants partiront de La Couronne pour passer devant la mairie puis, par la RN 10, rejoindront la préfecture. «On veut être entendus, aujourd'hui, à l'occasion de la manifestation, traduit Franck Olivier, le patron de la coordination. On est des oubliés, mais aussi les responsables de tous les maux.»

Marre de se retrouver «stigmatisés». Les agriculteurs vivent mal d'être pris pour cible, pour des pollueurs et des empoisonneurs, dans le collimateur des associations, des réseaux sociaux. La charge est lourde, souvent, et les organisations syndicales ont décidé de réagir. À contre-courant. Aujourd'hui, la Coordination rurale manifeste. La goutte d'eau? Les arrêtés municipaux de Ruelle, de La Couronne, qui imposent des «zones de non-traitement» à proximité des habitations. «On est là pour montrer notre mécontentement, dans le calme. Pas pour emmerder les gens.»

## Changement de stratégie

Face à la déferlante, la profession a changé de stratégie. Aujourd'hui, la FNSEA ne manifestera pas en Charente, alors que des points de barrage, des blocages sont prévus ailleurs, notam-

ment à Niort. Hier après-midi, Jean-Bernard Sallée a adressé un courrier aux maires du département pour leur proposer des rencontres, des interventions, des explications. Elever le débat face «aux attaques, aux agressions verbales et même physiques», à la remise en cause de leurs pratiques.

«On est attaqués par des maires, des associations dites environnementales, antisécistes, on a des intrusions sur nos exploitations, on nous attaque sur nos pratiques d'élevage et les politiques signent des Ceta et des Mercosur qui nous pénalisent.»

Le mal est profond. Les agriculteurs ont choisi de répondre par la pédagogie. Communiquer, «ce que l'on n'a pas su faire face aux réseaux sociaux». Une sorte «d'agriculture charentaise pour les nuls» qui passe par des rencontres sur le terrain, la mise en place surtout de «chartes de bon voisinage», pour gérer au cas par

«**Les consommateurs veulent savoir. On doit expliquer, pas se justifier.**»

cas les relations populations-agriculteurs. «On est demandeurs de concertation», traduit Jean-Luc Lassoudière, vice-président du syndicat. «Redonner du sens à la science», appuie Ludovic Massacret, autre vice-président. «On veut nourrir nos concitoyens, pas les empoisonner», insiste Jean-Bernard Sallée. Mais le chemin reste long à parcourir. Ils parlent d'adapter les filières au marché, monter en qualité pour promouvoir leurs produits. Énumèrent les efforts consentis. «On a réduit les pesti-

## Dauré: «Ce n'est pas un arrêté anti-agriculture»

«S'ils ont envie de me rencontrer, je les recevrai.» Jean-François Dauré, le maire de La Couronne, qui a pris le 16 septembre dernier un arrêté pour interdire les produits phytopharmaceutiques à moins de 150 m d'une habitation, se dit prêt à discuter. «Ce n'est pas un arrêté anti-agriculture. C'est un arrêté anti-pesticides», plaide-t-il en assurant que le but de l'opération, c'est de «mettre le gouvernement devant ses responsabilités». «Et d'aider les agriculteurs à changer de mode de production, à changer de modèle. C'est eux qu'il faut aider. Pas l'industrie chimique.» Le maire de La Couronne et président de GrandAngoulême se dit même prêt à les aider dans leurs actions, à obtenir le soutien des pouvoirs publics. «Ce n'est pas eux qu'il faut stigmatiser.» Son arrêté est en sursis et il le sait. La préfecture a adressé une lettre d'observation valant recours gracieux aux communes concernées pour leur demander de retirer leur arrêté illégal. Elles ont deux mois pour le faire. Avant le tribunal administratif.

cides de 50 % dans la viticulture», rappelle Jean-Luc Lassoudière, viticulteur à Saint-Fraigne engagé «éco-phyto». «En élevage, on a réduit de 32 % les antibiotiques. On est capables de s'adapter. Mais on nous demande aussi de monter en gamme, de sortir de la chimie, et en 2018, on a importé plus que l'on a exporté, dit encore Jean-Bernard Sallée. Plus vert, c'est forcément plus cher.» Quand ils parlent pragmatisme, les agriculteurs de la FNSEA parlent aussi de délais, demandent du temps. «On n'est pas la courroie de transmission de l'industrie, s'emporte Jean-Luc Lassoudière. On s'en branle.» Mais la chimie fait aussi partie de leurs pratiques, ce «médicament de la plante» qui leur vaut tant de «bashing». «Les consommateurs veulent savoir. On doit expliquer, pas se justifier, insiste Jean-Bernard Sallée. Tout ce que l'on fait, c'est légal.»

## Paul François, paysan et président de Phyto-victimes «Un retour de balancier disproportionné»

«Je comprends que les paysans se sentent stigmatisés, mal aimés. Le retour de balancier n'est pas mérité, disproportionné.» Il a ferrallé et fait plier le géant de la chimie Monsanto pour obtenir réparation d'une intoxication à l'herbicide. Paul François est céréalier à Bernac. Il est aussi le président de l'association Phyto-victimes, est passé du conventionnel au bio. Il l'a aussi répété aux associations: «Vous n'avez pas le droit de stigmatiser une population qui souffre. Il n'y aurait pas un suicide par jour si tout allait bien.» Pour autant, Paul François se souvient qu'il avait tiré la sonnette d'alarme il y a des années. «N'attendons pas qu'il y ait des problèmes. Soyons force de proposition.» C'était à l'époque

de signer une charte entre pomiculteurs, riverains et associations du Limousin. «À l'époque, aucune organisation syndicale n'avait signé. Mais je ne m'en réjouis pas.» Aujourd'hui, le céréalier militant se félicite de la prise de conscience dans le monde agricole. «Quand ils disent qu'ils veulent faire des progrès. Mais il faut aussi sortir du déni. Des malades, chez nous, il y en a. Une charte, des engagements, c'est une bonne avancée. Mais attention à s'y tenir ou l'effet boomerang sera démultiplié.» Paul François en est persuadé: «Il y a des agriculteurs de terrain qui veulent s'en sortir. Mais si on s'engage, il faut aussi que les consommateurs s'engagent à acheter nos produits. Faisons un étiquetage clair, précis. Si les riverains ne veulent pas

de pesticides, qu'ils achètent des produits sans pesticides.» Aux agriculteurs il lance: «Inscrivez-vous dans une agriculture qui sortira des pesticides dans quinze ou vingt ans. C'est le temps qu'il faudra. La plupart des agriculteurs n'ont pas envie de s'empoisonner ni d'empoisonner leurs voisins, mais il y a des pollueurs qui mériteraient d'être en prison. Chez nous, on ne parle pas beaucoup des firmes. Au Canada, quand 500 000 jeunes se réunissent, c'est eux leur cible.» Le virage, dit-il, est inéluctable. «Là, c'est la jeunesse qui vient dire "putain, vous êtes en train de nous laisser la planète dans un état!" C'est un mouvement de fond, venu à travers les réseaux sociaux. Un mouvement spontané

Pour Paul François, si le retour de balancier n'est pas mérité, les engagements pris devront être tenus.

Photo archives Majid Bouzait



qui touche toutes les couches sociales. Ils peuvent entendre que l'on ne peut pas se passer de chimie partout. Mais pour quoi pas là où ça fonctionne? Ils ne sont pas idiots. Alors, venir leur dire qu'un insecticide est un médicament pour la plante, ça les fait rigoler.»

# TER: des changements d'horaires contestés

Au 15 décembre, la SNCF va modifier sa grille des horaires. Au programme: des transformations qui touchent des trajets quotidiens et un TGV direct vers Paris qui disparaît.

Jonathan KLUR  
j.klur@charentelibre.fr

**T**out semblait aller pour le mieux. La nouvelle convention SNCF-Région, signée cette année, prévoyait une augmentation du trafic TER de 8 % à l'horizon 2024. «*La Région avait mis des objectifs très élevés que la SNCF a acceptés*», commente William Jacquillard, conseiller régional charentais délégué aux gares et à l'intermodalité.

Mais, ces dernières semaines, le conseiller régional a eu de mauvaises surprises. En cause: des changements d'horaires qui entreront en vigueur le 15 décembre pour une durée d'un an. À première vue, rien de révolutionnaire, quelques dizaines de minutes par-ci par-là. «*Mais ce sont des trajets où on est au quart d'heure près*», s'indigne le conseiller. En clair, le matin pour embaucher et en fin de journée.

Le conseiller régional a découvert ces modifications quelques jours avant d'animer des comités de ligne, instances de concertation entre la SNCF, la Région et les usagers. «*Sur le fond, on n'y*



Plusieurs TER du matin ont été décalés de quelques minutes.

Photos d'archives CL

*est pas, et sur la forme, c'est détestable*», lâche-t-il.

## À 9h07 à Bordeaux, à 8h02 à Poitiers

Il y a d'abord la question des TER du matin vers Bordeaux, vieux cheval de bataille des usagers et de la Région. «*On n'arrête pas de dire depuis trois ans qu'il manque à Angoulême un train qui arriverait entre 8 heures et 8h30 en gare de Bordeaux*», rappelle le conseiller régional. Mais au lieu de cela, le train actuel, qui dépose les voyageurs angoumoisins à Bordeaux à 9 heures - «*Déjà trop tard.*» -, va être décalé. Départ: 7h41 au lieu de 7h26. Arrivée: 9h07, soit encore plus tard...

Vers Poitiers, les modifications sont tout aussi problématiques. Le train de 6h35 partira désormais à 6h48, pour une arrivée à 8h02 au lieu de 7h48. Rien de très arrangeant, à première vue, pour les travailleurs

ou les scolaires. Pareil au retour, où le train de 17h19 a été avancé de dix minutes. Interpellés par William Jacquillard, les représentants de la SNCF ont invoqué des arbitrages nécessaires entre les demandes des différents utilisateurs du rail (TER, TGV, fret...). Et évoqué des possibilités de corrections avant le 15 décembre. Mais «*à la marge*», précise-t-on à la SNCF.

Autre changement notable au 15 décembre, la disparition du TGV direct pour Paris à 13h46. À la place, la SNCF ne propose plus sur son site qu'un trajet avec correspondance de 47 minutes à Saint-Pierre-des-Corps (départ 13h37). Dommage. Le chapitre TGV était l'une des rares satisfactions de William Jacquillard. Le conseiller régional se réjouissait d'avoir obtenu le retour d'un Paris-Angoulême arrivant à 18h10, à la place d'un Ouigo, l'offre low-cost de la SNCF, sur la même tranche horaire.

## Les retraités mobilisés contre la nouvelle réforme

«**P**our l'augmentation des pensions, contre la réforme des retraites.» C'est le mot d'ordre des organisations syndicales de retraités, en vue de la mobilisation d'aujourd'hui. Un mouvement d'ampleur nationale qui se déclinera au niveau local avec une manifestation prévue dès 15 heures place Hergé à Angoulême. Le cortège effectuera un circuit sur le Plateau et se rendra devant la préfecture, puis à la porte de la permanence du député charentais LREM, Thomas Mesnier. Avec cette mobilisation, les syndicats veulent protester contre la nouvelle réforme des retraites présentée par Emmanuel Macron. «*Cette réforme n'a qu'un seul but, la baisse des pensions actuelles. Et ça, il faut le dire!*», lance Claude Billereau de l'union départementale des retraités de FO en Charente. Pour cette dernière, la suppression des 42 régimes de retraite et du régime général «est une attaque contre notre modèle social». «*C'est extrêmement grave et je pense que beaucoup de sala-*

*riés commencent à se rendre compte de ce qu'il se passe.*»

Son collègue de la CGT, Daniel Baudout, ne dit pas autre chose: «*Nous sommes très en colère et nous espérons être le plus nombreux possible mardi.*» Et de dénoncer «un appauvrissement des retraités qui se poursuit». Claude Billereau reprend: «*On est dans une dynamique où il faudrait accepter que les retraités soient de plus en plus pauvres.*»

«*Nous avons un autre grief, c'est l'aggravation du désert médical*», ajoute Pierre Jalade délégué national de la Fédération générale des retraités de la Fonction publique (FGRFP).

Par ailleurs, les organisations syndicales de retraités demandent toujours la suppression de la hausse de la CSG et la fin du gel des pensions pour toutes les retraites. Autres revendications: la revalorisation des pensions, indexées à l'évolution des salaires, mais aussi l'embauche de 40 000 personnes dans les Ehpad et les structures de soins à domicile.

# La CFDT Santé passe en mode selfie pour la grève nationale

Dans le calendrier syndical, le mardi 8 octobre est coché depuis longtemps. Au programme: mobilisation pour les Ehpad. «Entre-temps, il y a eu le mouvement dans les urgences», note Patrick Rouillard, secrétaire départemental CFDT Santé-Sociaux. Cela a donné des envies à la fédération d'élargir le mouvement. «On s'est rendu compte que dans tout le secteur de la santé, du médico-social, les revendications sont les mêmes, la reconnaissance salariale et les effectifs», indique Patrick Rouillard.

Mais comme par le jeu des assignations, les journées de grève passent plus ou moins inaperçues dans le secteur, la CFDT a aussi choisi d'innover. Place au symbole... et aux selfies. «On ne pourra pas dire qu'on ne nous voit pas», lâche Valérie Patrier, infirmière à l'hôpital psychiatrique Camille-Claudé et élue CFDT. Le personnel a été encouragé à envoyer sa photo avec deux filtres revendicatifs: «Tu comptes sur moi? Tu ne me calcules pas!» et «Je fais mon job, respecte-moi». «Ça marche bien plus qu'une pétition», remarque Patrick Rouillard. Une partie des clichés seront exposés devant le ministère de la Santé, à Paris, durant la manifestation parisienne.

Alors que le budget de la Sécurité sociale doit être discuté au Parlement, les syndicalistes espèrent que l'augmentation de l'objectif natio-



La CFDT a encouragé le personnel à se prendre en photo.

Photo J. K.

nal de dépenses maladie (Ondam), duquel dépendent salaires et emplois dans le secteur, sera revue à la hausse. Pour l'instant, le projet l'établit à 2,3 % contre 2,9 % l'an passé. «Cela ne couvre même pas les augmentations naturelles [revalorisation liée à l'ancienneté, inflation, etc., NDLR]. Il faudrait au minimum 4-5 %», souligne Patrick Rouillard.

## Le vote des parlementaires scruté

Reçue hier par le député Thomas Mesnier, la section départementale dit avoir été «écoutée» mais doute d'avoir été «entendue». «On s'engage à faire la publicité des vo-

tes des parlementaires sur le budget de la Sécurité sociale», prévient Patrick Rouillard.

La CGT, également, est mobilisée aujourd'hui. «On a fait une distribution dans les Ehpad du centre hospitalier d'Angoulême. Rien n'a bougé depuis les mobilisations nationales de l'année dernière. Il y a toujours un manque cruel de personnel», déclare Christophe Sallot, secrétaire CGT du centre hospitalier d'Angoulême. Ce dernier dénonce en particulier la situation à l'unité de soins longue durée (USLD) de Font-Douce où «des agents sont contraints de revenir sur leur repos».

J. K.

## Télévision

### La gastronomie charentaise sur TF1

Jérôme Berthe a été le premier à inaugurer la série consacrée à la gastronomie charentaise dans le 13h de Jean-Pierre Pernaut hier. Le restaurateur de L'Espérance, dans le quartier de Saint-Cybard à Angoulême, a emmené les téléspectateurs chez son fournisseur d'escargots, La Cagouille charentaise à Mons, près de Rouillac, puis il a donné sa recette des cagouilles à la charentaise. Aujourd'hui, le restaurant de Châteauneuf Graines et Garenne présentera une recette réalisée avec les truites de Gensac-la-Pallue. Ce sera ensuite au tour du restaurant Le Compostelle à Tusson et à La Margelle de L'Isle-d'Espagnac de présenter leurs producteurs et leur recette à base de canard pour l'un et de fromage le Manslois pour l'autre.



Capture d'écran TF1



Stéphanie Chapelle et Franck Papazian, le fondateur de MediaSchool, tous les deux à gauche, avec les élus sur le site de l'école angoumoisine.

Photo Julie Desbois

## L'Enjmin formera des informaticiens

Une nouvelle formation devrait ouvrir à la rentrée 2020. Le Cnam-Enjmin (Ecole nationale du jeu multimédia interactif et numérique) accueillera 30 apprentis pour une licence informatique. «C'est un besoin départemental, national et international», explique Axel Buendia, le directeur de l'école installée au Nil. «La formation se fera en apprentissage, détaille l'enseignant. Les étudiants seront le plus possible en entreprise et la majorité des cours se fera à distance. Il y aura quand même un suivi, plus pour faire le point sur leur projet». Les plannings pédagogiques et la méthode sont encore à calibrer. Dans un deuxième temps, ces cours en ligne pourraient intéresser d'autres territoires, en France mais aussi au Sénégal ou à Tahiti où il est difficile de mettre en place ce type de formation. Si, au bout de trois ans, les étudiants pourront faire carrière dans l'informatique, 50 % du contenu sera quand même très orienté jeu vidéo.

# L'ambitieuse MediaSchool s'implante à L'Houmeau

Julien PRIGENT  
j.prigent@charentelibre.fr

**D**'ici quelques dizaines de mois, des centaines d'étudiants animeront L'Houmeau, en passe de devenir un quartier étudiant au moins aussi vivace que son voisin de Saint-Cybard et ses écoles de l'image.

On savait déjà que l'Ecole 42 de Xavier Niel va ouvrir boulevard Besson-Bey en septembre 2020 avec 150 étudiants (et un objectif de 450 en 2023). On en a eu la confirmation hier: le groupe MediaSchool s'implante également à Angoulême. A la rentrée prochaine, cette école privée formant aux métiers de la communication et du digital accueillera ses premiers étudiants.

Elle s'installera dans d'anciens chais bordant un superbe jardin. Des locaux à rénover, qui furent un temps ceux de l'entreprise Emballages de l'Angoumois, rue Vigier de La Pile, au cœur du quartier. Tout devra être prêt pour la rentrée de septembre 2020 pour accueillir les trente premiers étudiants. En 2022, ils devraient être 180 selon les projections de MediaSchool, ravie d'ouvrir sa huitième école française à Angoulême (1).

Pourquoi Angoulême? Parce que

- 30 étudiants dans un an
- 180 en 2023
- Mediaschool va s'installer à L'Houmeau
- L'école privée ouvre deux filières formant aux métiers du digital et de la communication.

les collectivités ont mis la main à la poche pour acheter et bientôt rénover le bâtiment (lire plus haut). Parce qu'il «y a là un système économique fort» qui attire.

### «D'autres projets dans les mois à venir»

C'est ce qu'affirme Franck Papazian, président et fondateur de MediaSchool venu hier, à l'occasion d'une conférence de presse louer «le cadre extrêmement attractif pour les

écoles et les entreprises». A tel point que Franck Papazian glisse qu'il y aura à Angoulême «probablement d'autres projets dans les mois qui viennent».

Les locaux de la rue Vigier de la Pile accueilleront en tout cas «des start-up», annonce Stéphanie Chapelle, qui dirigera l'antenne angoumoisine de MediaSchool. Installée à Angoulême depuis quatre ans, elle y a créé sa société de consultante en stratégie de développement, IBA central. «Manager d'une banque américaine au Luxembourg, productrice et scénariste au Canada, experte en gamestorming (l'innovation par le jeu)», ainsi qu'elle se présente, Stéphanie Chapelle procédera elle-même au recrutement des étudiants.

Tout frais diplômés du bac ou issus de l'université, ils seront sélectionnés d'abord sur dossier puis sur concours, à l'écrit et à l'oral dans les deux filières de MediaSchool: L'European communication school (ECS), qui formera des chargés de communication et des attachés de presse; #Supdeweb préparant aux métiers du digital (chef de projet web, marketing web...).

Le Département, lui, est content de sa prise. «MediaSchool est un groupe de communication et média du digital extrêmement performant. Après l'Ecole 42, c'est une

## «On vise 95 % d'employabilité»

MediaSchool, fondée en 2002 par Franck Papazian, c'est aujourd'hui un réseau de 32 écoles en France mais aussi à Bruxelles, Londres, Shanghai ou Barcelone, qui compte 5500 élèves. Une toute nouvelle, la Paris School of Sports, dont le cofondateur est Teddy Riner, formera aux métiers du sport en communication, management, marketing, événementiel et digital. MediaSchool est aussi devenue propriétaire des titres de presse CB news, Stratégies, et Le Journal du Luxe. Les deux filières qui vont voir le jour à Angoulême, l'European communication school et #Supdeweb fonctionneront sur le même modèle: ce sont «uniquement des professionnels, experts dans leur domaine» qui interviendront auprès des étudiants. L'école ne fonctionnera qu'avec deux permanents: la directrice Stéphanie Chapelle, qui sera assistée d'une personne. «L'équipe s'étoffera par la

grande école supplémentaire qui s'établit en Charente. Notre emplacement géographique, notre écosystème: ce sont des atouts qui nous permettent d'attirer de telles formations», se réjouissent Fran-

çois Bonneau et Jérôme Sourisseau, assure-t-elle. Les étudiants, eux devront s'acquitter de frais de scolarité de 6 700€ à 7 200 € annuels, selon les formations bac +3 à bac +5. Un paradoxe alors que l'UTUT vient de fermer son DUT en communication événementielle? «Cette formation avait des problèmes de recrutement et ne trouvait pas de débouchés professionnels», affirme Jérôme Sourisseau, vice-président du Département en charge de l'éducation. Des problèmes que Franck Papazian affirme ne pas connaître. «Nous nos diplômés sont certifiés par l'Etat. Nos formations sont très professionnalisantes. Nos étudiants, en contrat de professionnalisation ou d'apprentissage, sont aux 4/5<sup>e</sup> en entreprise.» Le même Franck Papazian annonce un taux de 87 % d'embauches pour ces étudiants six mois après leur sortie d'école. «Notre objectif est d'atteindre les 95 %».

çois Bonneau et Jérôme Sourisseau, président et vice-président du conseil départemental.

(1) Les autres écoles sont à Paris, Toulouse, Strasbourg, Rennes, Marseille, Nice, Reims.

» Un cadre extrêmement attractif pour les écoles et les entreprises.

■ Sonia Kéchichian

## Choisie à «l'unanimité» pour diriger le théâtre

C'est officiel depuis hier, suite à la validation du ministère de la culture: Sonia Kéchichian va prendre la succession de Gérard Lefèvre à la tête du théâtre d'Angoulême. Elle prendra ses fonctions de directrice de la scène nationale en janvier 2020.

«Un choix à l'unanimité», se félicite la mairie qui argumente: *«Outre son profil et son expérience, elle a su construire un projet artistique parfaitement adapté au projet culturel du territoire mais aussi à celui de l'établissement qui se décline autour d'une programmation pluridisciplinaire et entend rendre compte de la richesse et de*



Photo M. Fortoul

*la diversité des contenus, des formes, des genres et des styles de la création aujourd'hui».*

Sonia Kéchichian est actuellement directrice adjointe du théâtre La Passerelle, à Gap, scène nationale des Alpes-du-Sud.

Après Jacky Marchand, André Curmi, Joël Gunzburger et Gérard Lefèvre, elle devient donc

la première femme à diriger la structure. Gérard Lefèvre, directeur depuis 2006 a fait valoir ses droits à la retraite.

Sonia Kéchichian était face à quatre autres candidats. Elle a participé jeudi dernier au jury de sélection qui avait retenu 5 profils parmi 23 dossiers de candidatures.

# Yohann Decharraud a le cuir dans la peau

■ Ce quadra cognçais a troqué son tablier de développeur web contre celui d'artisan du cuir ■ Après s'être formé sur le tas, il a ouvert son atelier, «TiipiiK», le seul en ville, dans son sous-sol.

Gilles BIOLLEY  
g.biolley@charentelibre.fr

ici des abat-carres, une pince à coudre d'un autre temps, ou encore une mollette à marquer les points. D'un autre âge elle aussi. «J'aime ces vieux outils», sourit Yohann Decharraud. Sur les murs de son atelier niché au sous-sol de son habitation, 30, rue Briand Boutillier, des couteaux à parer plastonnent également au milieu des coupe-



Dans son petit atelier, chez lui, Yohann Decharraud façonne ses créations, dont certaines ont trouvé preneur à l'étranger. Photos G. B.

lanières et autres accessoires nécessaires au travail du cuir. Et puis il y a l'odeur de ces peaux tannées, «de provenance française et européenne seulement», une fragrance qui a fait tourner un jour la tête de ce quadragénaire cognçais, développeur web un soir et reconverti dans l'artisanat le lendemain. «Ça a fait tilt, d'un coup, l'odeur de cette matière, son toucher aussi. Je

me suis dit: C'est ça, ma voie. Bosser sur le Net, ça manquait de corps. Je voulais travailler sur du vivant, de mes mains», raconte-t-il. C'était il y a trois ans.

## Sous l'œil de Benoît Lacoste

Aujourd'hui, Yohann Decharraud a ouvert «TiipiiK», le seul atelier cuir de sellier maroquinier traditionnel à Cognac. Créé ses modèles, de sac à main, de bracelets, de ceinture, d'étuis à couteau... dont il a déjà vendu des exemplaires «aux États-Unis, en Suède, en Allemagne, en Belgique, là pour le coup internet est magique», s'amuse-t-il. Du fait main intégral réalisé à base de techniques anciennes qu'il a apprises sur le tas, sous l'œil bienveillant de Benoît Lacoste, sellier réputé, créateur avec la maroquinnière Cécilia Brandt des «Ateliers Mumo», à Saint-Bris-des-Bois (17). Le duo qui lui a mis le pied à l'étrier lors d'une rencontre fortuite. «Ils voulaient refaire leur site internet. Je leur ai dit mon envie à l'époque. J'ai échangé la presta-



Ça a fait tilt, d'un coup, l'odeur de cette matière, son toucher aussi. Je me suis dit: C'est ça, ma voie.

tion contre des techniques, se souvient-il avec le sourire. Ils m'ont alors donné avec un bout de cuir et du matériel, m'ont dit rendez-vous un mois plus tard. Je suis revenu, j'adorais, même les doigts plein d'ampoules.» Et d'ajouter reconnaissant, la peau bien tannée désormais: «Ils sont toujours là pour me conseiller et m'apprendre. Je leur dois d'en être là.» Dans ce petit atelier en sous-sol, à exercer cette passion qu'il ambitionne de mettre maintenant en lumière au cœur d'une boutique qu'il partagerait avec d'autres artisans locaux.



L'étui à couteau est une des spécialités de Yohann Decharraud, sa première réalisation.

## Éducation

### Mobilisation pour trouver un prof



Depuis le début de l'année, il manque un prof de physique chimie à Félix-Gaillard. Photo archives CL

Ça grogne au collège Félix-Gaillard, à Cognac. Les parents d'élèves ont décidé de se mobiliser face à l'absence, depuis le début de l'année, de professeur de physique chimie pour des classes de 5<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. «La plupart de ces élèves n'ont déjà pas eu cours de technologie l'année dernière du fait du non-remplacement pendant cinq mois d'un professeur en congé maladie», écrivent les représentants des parents d'élèves dans un courrier adressé à la Dassen (directrice académique des services de l'Éducation nationale). Ils suggèrent à tous les parents de faire de même. «Cette situation est fort dommageable, notamment pour les élèves de 3<sup>e</sup> qui passent le brevet cette année et qui ont une épreuve susceptible de porter sur la physique chimie», ajoutent-ils, tout en rappelant que «l'Éducation nationale a l'obligation légale d'assurer l'enseignement de toutes les matières obligatoires inscrites aux programmes d'enseignement». Un rassemblement sera par ailleurs organisé demain mercredi à 12 heures devant le collège. Les parents d'élèves invitent les personnels et enseignants de l'établissement à se joindre à eux.

En vue

## L'intelligence artificielle en débat ce samedi



Cyrille Gautier-Auriol et Jean-François Hérouard proposent une conférence sur l'intelligence artificielle samedi, dans le cadre des «Rencontres d'Élisa». Photo J. P.

**D**ans le cadre des «Rencontres d'Élisa», les Églises réunies du Cognaçais organisent, ce samedi à 17 heures, une conférence sur les enjeux de l'intelligence artificielle (IA). Pour en parler, Marie David, diplômée de l'École polytechnique, spécialiste du sujet. *«Elle commencera par définir ce qu'est l'IA»,* annonce Jean-François Hérouard. *«Un grand défi contemporain, commente Cyrille Gautier-Auriol, membre du groupe qui anime les événements culturels de la paroisse protestante. C'est une course un peu folle vers la facilité à faire faire le travail par la machine; un progrès qui n'est pas comme les autres. Il y aura forcément des conséquences.»* La conférence permettra de peser les «pour» et les «contre». Membre de l'Association française contre

l'intelligence artificielle, Marie David a un avis bien tranché, *«mais elle nous donnera aussi les côtés très positifs».* Également contre, Jean-François Hérouard évoque les risques économiques, technologiques et philosophiques: *«On nous prédit que 15 à 50 % des métiers vont être détruits par l'IA. Déjà, en politique, un certain nombre de décisions ne sont plus des décisions. Ce sont les croisements d'un certain nombre de données qui conduisent à dire: "C'est l'unique solution". On préformate la pensée politique.»* Et de poser la question: *«Est-ce que ces avancées louables, qui nous facilitent la vie, ne vont pas laisser des gens sur le côté?»*

*«Les enjeux de l'intelligence artificielle», ce samedi à 17 heures, à la salle Fragonard du couvent de Récollets à Cognac. Entrée libre.*

## Le conseil municipal chasse le plastique

Il en avait été question lors du précédent conseil municipal de Châteaubernard. Dominique Petit, adjointe et référente Carlitom, le service public des déchets, avait promis que les petites bouteilles plastique disparaîtraient de la table du conseil avant la fin de l'année. C'était chose faite jeudi soir dernier: les élus ont trouvé en lieu et place des contenants plastifiés, des verres et des carafes, remplis d'eau... du robinet, garantie potable par l'élue. À terme, les bouteilles plastique devraient autant que possible disparaître des services, pour être remplacées par des récipients durables (Photo CL).



## L'année du renouveau au club de tennis de Châteaubernard

Ça n'a pas été une année facile pour le Tennis club de Châteaubernard. Un bureau totalement nouveau, un changement de cadre puisque le club, de communautaire, est repassé sous compétence communale, un cambriolage... Mais malgré les difficultés, le cap a été tenu. Charlotte Abadie, la présidente, peut présenter un bon bilan, avec un maintien des effectifs, des tournois qui se sont parfaitement déroulés, aussi bien chez les adultes que chez les enfants, une école de tennis qui fonctionne bien...

### Le bureau reconduit

Il va même falloir rajouter des heures de cours pour répondre à la demande (80 % des licenciés prennent des cours, un succès). Le club house a subi un bon nettoyage de printemps et a été réaménagé avec l'aide des licenciés, pour améliorer l'accueil des joueurs et du public. Et comme Damien Giret, le trésorier,



Le bureau est plein d'énergie pour aborder cette nouvelle année.

Photo CL

rier, présente un budget équilibré et des finances saines sans être excédentaires, le club peut envisager l'avenir avec sérénité.

Il y aura trois stages pendant les vacances scolaires (Toussaint, Février et Pâques), la participation à quatre compétitions en équipe, et des tournois tout au long de l'année. Le samedi 6 juin, ce sera la fête à l'école de tennis, où chaque

élève pourra inviter un copain pour découvrir le club, et peut-être prendre une licence?

Et dès le jeudi 17 octobre, un TMC (tournoi multichance) sera ouvert aux nouveaux membres, afin qu'ils se rencontrent entre eux et fassent connaissance avec les plus anciens. Enfin, le bureau a été reconduit et accueille deux nouveaux membres.

# Samedi à Jarnac, on se rabiboche avec les crayons

Graphothérapeute à Jarnac, Christine Croizet propose un atelier très pratique, ouvert aux parents et enseignants, ce samedi 12 octobre. Pour parler du geste graphique.

Julie PASQUIER  
j.pasquier@charentelibre.fr

C'est l'anecdote qui a sauvé sa vie, dit-elle. «*En CE1, en me voyant écrire de la main gauche, la maîtresse m'a dit: "Mais enfin, Christine, décolle ta feuille et penche-la!" Ça a libéré mon écriture*», se souvient Christine Croizet. Aujourd'hui, c'est elle qui donne les conseils. Installée comme graphothérapeute à Jarnac depuis trois ans, elle accompagne des enfants dysgraphiques. «*La dysgraphie, c'est un trouble dans l'apprentissage qui fait qu'on n'a pas automatisé l'écriture*», explique-t-elle. Un vrai handicap à l'école primaire, puis au collège. «*Quand on écrit lettre par lettre, on ne peut pas écouter l'enseignant*.» Cela entraîne rapidement des difficultés d'apprentissage et beaucoup de frustration.

## Un atelier très pratique

Elle reçoit aussi des enfants précoces, «*qui désinvestissent l'écriture parce qu'ils ont une Ferrari dans la tête, mais leur vélo de six ans dans la main*»; d'autres qui ont «*des difficultés avec le geste graphique*». «*Parce qu'ils sont entrés dans l'écriture avec de mauvaises habitudes, observe-t-elle. Ils écrivent avec le poignet au lieu des doigts, ils mettent tout le poids de leur corps sur la table... C'est un problème de posture*.» Qui peut par-



Christine Croizet, graphothérapeute à Jarnac depuis trois ans, accompagne des enfants dysgraphiques.

Photo J. P.

fois se régler très rapidement. Et la professionnelle de préciser: «*Un enfant ne fait jamais exprès d'écrire mal et lentement*.» Dans son bureau, Christine Croizet, qui est aussi journaliste pour le magazine «*Terres de cognac*», possède toute une batterie d'outils pour repérer les problèmes. Toute une batterie de solutions également. «*Je ne donne pas aux enfants la plus belle écriture du monde*», insiste-t-elle. Son objectif,

c'est de les aider à acquérir une écriture efficace et rapide, «*qui ne fait pas mal et qui est lisible*». Pour la première fois, ce samedi 12 octobre, elle proposera un atelier gratuit autour du geste graphique ouvert aux parents, aux enseignants et aux professionnels qui travaillent avec les enfants. «*Ce sera très pratique. On se mettra en situation avec des feuilles et des crayons. On verra quelle est la position idéale pour*

*un droitier, pour un gaucher...*» L'occasion aussi de distiller quelques conseils pour aider les enfants à développer leur motricité fine: couper des légumes, préparer des gâteaux, grimper aux arbres, faire du bricolage... «*Mais surtout pas des lignes d'écriture*.»

Atelier autour du geste graphique, ce samedi de 10h30 à 12h30, au, 3 impasse Chaussée-des-Moulins à Jarnac. Gratuit. Nombre de places limité. Sur inscription au 06 81 56 50 99.

# L'État relance l'idée des «quotas»

Édouard Philippe a invité hier à changer de «logiciels», n'excluant pas l'idée de quotas, lors d'un débat à l'Assemblée qui a hérissé à gauche et laissé la droite sur sa faim.

Il faut «accepter de réviser nos logiciels»: Édouard Philippe a dressé hier un bilan critique de la politique migratoire française, en ouverture d'un débat sensible à l'Assemblée voulu par Emmanuel Macron. L'annonce d'Édouard Philippe que le gouvernement se penchait sur «l'idée de quotas», antienne de la droite, a notamment étonné au-delà de l'hémicycle. Le thème avait été ébauché à demi-mot par Emmanuel Macron en début d'année, dans sa lettre du 13 janvier en pleine crise des «gilets

jaunes»: il parlait alors d'«objectif annuels». Hier, à l'Assemblée nationale, son Premier ministre a été plus direct: «Je n'ai pas peur de réfléchir à l'idée de quotas», a-t-il lancé aux parlementaires.

«S'agissant de l'immigration professionnelle», il faut «avoir une approche pragmatique en relation avec nos besoins de main-d'œuvre», a déclaré hier Édouard Philippe, en référence à une catégorie de migration qui concerne près de 34.000 personnes en France. «Et s'il fallait piloter par objectifs quantitatifs notre immigration en matière professionnelle», a-t-il poursuivi, «il faudrait s'interroger sur l'intérêt de quotas par nationalités ou par secteurs professionnels».

«C'est un peu étonnant», avoue Jean-Christophe Dumont, chef de la division Migrations internationales de l'OCDE, particulièrement troublé par l'éventualité d'une catégorisation par nationalité. «Ça pourrait même être contre-productif, car cela risque d'introduire des rigidités dans le système», affirme-t-il.

Si Édouard Philippe a reconnu, dans son discours, que «les quotas ne peuvent pas s'appliquer à l'asile, ni à l'immigration familiale», domaines sanctuarisés par des textes européens, il a toutefois souligné que cette dernière catégorie familiale «ne saurait échapper à toute maîtrise»: «Il faut lutter contre les abus et les fraudes, et resserrer les critères là où cela s'impose.»

Le Premier ministre a ainsi ouvert



Photo AFP

**Je n'ai pas peur de réfléchir à l'idée de quotas.**

la voie à un durcissement de cette voie d'entrée en France qui a concerné quelque 90.000 personnes en 2018, et dont le regroupement familial ne constitue qu'une sous-partie représentant quelque 12.000 conjoints et enfants d'étrangers. Plus de la moitié de l'immigration familiale est constituée par des familles de Français qui les font venir sur le territoire, tandis que le reste est principalement issu du regroupement familial de ressortissants de l'UE.

Si certaines marges de manœuvres existent bien, «car la France n'est

pas au maximum des critères européens et pourrait encore resserrer la vis» notamment en retardant le regroupement, cela pourrait rendre plus difficile l'intégration, prévient Jean-Christophe Dumont. D'autant que, dit-il, «en réalité, le regroupement prend déjà 4 ans en moyenne», soit bien plus que la limite du délai maximum européen. «Les quotas, le rapport Mazeaud disait déjà (...) que c'était infaisable, irréaliste et que cela risquait de créer des situations de rupture d'égalité. (...) Je ne vois pas par quelle recette magique le gouvernement pourrait requalifier» cette mesure, a balayé Boris Vallaud (PS), à l'Assemblée.

## «Inspiration Nicolas Sarkozy»

Dans son rapport, Pierre Mazeaud avait en effet en 2008 écarté l'idée de quotas d'immigration, estimant par exemple «que ce dispositif n'est pas utile à la maîtrise des flux de l'immigration professionnelle (...) et impossible à réaliser, d'un point de vue constitutionnel et conventionnel, pour l'immigration familiale».

«On voit bien que l'inspiration est Nicolas Sarkozy», a fustigé Olivier Faure, premier secrétaire du PS. Mais même Éric Ciotti (LR) n'a pas goûté l'idée: «C'est facile de dire "les quotas ne sont pas tabous". Mais qu'est-ce que ça veut dire? Quel est le calendrier? Où est la loi et le vote devant le Parlement?»

## Aide médicale: un plan de lutte contre la fraude

Le gouvernement va «déployer un plan de lutte contre les fraudes» à l'aide médicale d'État (AME), incluant notamment l'exploitation par la sécurité sociale du fichier des visas touristiques, a annoncé Agnès Buzyn hier. «L'AME et les soins urgents ne doivent pas être dévoyés», a déclaré la ministre de la Santé lors du débat sur l'immigration, promettant de «renforcer les contrôles» avant et après l'attribution de cette aide aux étrangers en situation irrégulière. Le budget de l'AME s'est élevé à 848M€ en 2018. La même année, la sécurité sociale a détecté une soixantaine de cas frauduleux pour un montant de 542.000 euros.

## «Il faut resserrer les mailles du filet»

Christophe Castaner a de nouveau tenté de répondre hier au séisme provoqué par l'attaque meurtrière perpétrée par Mickaël Harpon, l'employé de la préfecture de 45 ans qui a poignardé à mort quatre fonctionnaires jeudi avant d'être abattu.

De nombreuses voix dénoncent l'incurie des autorités et cherchent à comprendre comment Mickaël Harpon a pu passer sous les radars alors qu'il avait donné des signes de radicalisation au sein même de la direction du renseignement de la PP où il était employé.

Durement mis en cause, Christophe Castaner a récusé hier sur France Inter l'accusation de «scandale d'Etat», portée par ceux qui, à droite et à l'extrême droite, réclament sa démission à cor et à cri, mais a promis de «resserrer les mailles du filet» contre la radicalisation islamiste au sein des forces de l'ordre.

Le ministre a appelé à ce que toute alerte liée à la radicalisation fasse désormais «l'objet d'un signalement auto-

matique», sans plus de précisions. Deux enquêtes administratives confiées à l'Inspection générale du renseignement ont été ouvertes par le Premier ministre Édouard Philippe.



Pas sûr que cela suffise à faire taire les critiques qui s'abattent sur l'exécutif et Christophe Castaner, accusé d'avoir trop vite déclaré que l'assaillant n'avait «jamais présenté de difficultés comportementales».

Les prochains jours s'annoncent encore sous haute tension pour le ministre. Au-

jourd'hui, il doit être entendu à huis clos par la délégation parlementaire au renseignement avant de passer au grill des questions au gouvernement. Jeudi, c'est la commission des lois du Sénat qui l'auditionnera.

**Des vidéos de Daech et des clés USB chez l'assaillant.** Selon une source policière à France 2, les enquêteurs ont retrouvé, au domicile de l'assaillant de la tuerie de la préfecture de police de Paris, des clés USB contenant les coordonnées et données personnelles de dizaines de ses collègues, ainsi que des vidéos de propagande de Daech.

**Le policier ayant abattu l'assaillant bientôt décoré.** Le policier stagiaire qui a tué l'assaillant se verra bientôt décerner la Légion d'honneur, a indiqué hier l'Élysée. Âgé de 24 ans, ce gardien de la paix a demandé que cette décoration lui soit remise «à une date ultérieure» et non aujourd'hui, jour de la cérémonie d'hommage aux quatre victimes présidée par Emmanuel Macron.

# Cet après-midi



## Mercredi



## Jeudi



## Vendredi



## Samedi



## Dimanche



## Lundi



## Temps d'Automne

Les pluies, touchant déjà le Nord-Ouest du Poitou-Charentes en début d'après-midi, se généralisent progressivement. Quelques éclaircies reviennent par le Nord-Ouest en soirée. Vent modéré à assez fort de Sud-Ouest, puis Nord-Ouest.

## HIER

	Mini	16h
Angoulême.....	7°	15°
Cognac.....	9°	17°

# Le service public au défi de la radicalisation

**FRANCE** La loi donne les moyens aux services publics de traiter les signes de radicalisation. Mais encore faut-il qu'ils soient signalés. Cela n'a pas été le cas à la préfecture de police de Paris

Dominique Richard  
d.richard@sudouest.fr

Comme cela a déjà été le cas par le passé, Christophe Castaner, pressé de jouer placé dans la course à l'échafaud médiatique, a parlé trop vite et sans savoir, après la tuerie perpétrée par Mickaël Harpon à la préfecture de police de Paris. Mais lorsqu'il sera entendu aujourd'hui par les députés et jeudi par les sénateurs (lire ci-dessous), le ministre de l'Intérieur pourra malgré tout défendre avec quelque argument l'efficacité des personnels placés sous son autorité. Il lui suffira de lire les conclusions du rapport « Les services publics face à la radicalisation », rendu au début de l'été par une mission d'information parlementaire.

## Le risque terroriste subsiste

L'un des chapitres de ce document évoque « des forces de sécurité préservées dans l'ensemble de toute radicalisation significative ». Qu'elles émanent de la gendarmerie ou de la police nationale, les statistiques se veulent plutôt rassurantes. Sur un total de 280 000 fonctionnaires et militaires, quelques dizaines seulement feraient l'objet d'un suivi en lien

avec des inclinations religieuses potentiellement violentes. « Les dispositifs de prévention et de détection de la radicalisation fonctionnent. Cela s'explique par les pratiques internes à ces services qui savent partager et faire circuler le renseignement », observait, il y a quelques mois, le député girondin Éric Poulliat, coauteur du rapport de la mission d'information parlementaire.

Depuis près de vingt ans, les gouvernements successifs font voter des lois qui ne cessent de grignoter les libertés individuelles au profit du renforcement de l'arsenal répressif. Mais le risque terroriste subsiste du fait de la difficulté à appréhender les processus de radicalisation et à les nommer. Y compris au sein des structures censées les combattre, comme la Direction du renseignement de la préfecture de police de Paris où Mickaël Harpon travaillait depuis plus de quinze ans.

Attaché au service informatique, le quadragénaire ne figurait pas sur la liste de la quinzaine d'agents fichés (sur 43 000), dressée au début de cette année par Michel Delpuech, alors préfet de police de Paris. Et pour cause ! Dans son dossier administratif, n'apparaissait ni

la satisfaction qu'il avait exprimée devant ses collègues au moment du massacre de « Charlie Hebdo », ni son refus de serrer les mains des femmes, ni son habitude de se rendre à la mosquée en revêtant l'habit traditionnel, comme aimait à le faire les salafistes partisans d'un retour à un islam rigoriste et archaïque.

## Resserrer les mailles du filet

L'une des dispositions de la loi sur la sécurité intérieure, votée en 2017, autorise aujourd'hui le contrôle en cours de carrière de la compatibilité entre le comportement et les fonctions via des enquêtes administratives susceptibles de déboucher sur des mutations ou des radiations. Créée en 2016, une cellule spéciale de l'Inspection générale de la police nationale est spécialement chargée d'examiner les situations des personnes qui présentent des signes de radicalisation. Tout du moins celles qui lui sont signalées !

Pourquoi les faits constatés par les collègues de travail du tueur, habilité qui plus est secret-défense, n'ont pas été pris en compte par leur hiérarchie ? À cette question, pour l'instant sans réponse, Christophe Castaner répond par un



L'assaillant de la préfecture de police de Paris, Mickaël Harpon, ne figurait pas sur la liste de la quinzaine d'agents fichés (sur 43 000), dressée au début de l'année. PHOTO : LE PARISIEN / APOR

aveu laconique : « Il y a eu des failles ». Et un engagement plutôt vague : « Il faut resserrer les mailles du filet » au sein des forces de l'ordre, en systématisant les signalements mais aussi dans d'autres services publics, comme le demande Valérie Pécresse.

La présidente LR de la région Île-de-France juge que la radicalisation islamiste doit pouvoir deve-

nir un motif légal de licenciement, de façon à interdire certaines fonctions à ceux qui placent « la loi religieuse au-dessus de la loi de la République ».

Un terrain glissant sur lequel les politiques n'ont jamais voulu jusqu'alors s'engager de peur de stigmatiser l'ensemble de la communauté musulmane et de porter atteinte à la liberté de croyance.

## EN BREF

### ENQUÊTE

L'épouse de l'assaillant a été libérée dimanche, après trois jours de garde à vue. Arrêtée jeudi après l'attaque meurtrière, cette femme de 38 ans n'est pas poursuivie à ce stade. Les enquêteurs cherchaient d'éventuels éléments incriminants chez cette mère de deux enfants qui avait échangé 33 SMS avec son mari Mickaël Harpon, le matin des faits.

### CULTE MUSULMAN

Le Conseil français du culte musulman (CFCM) s'est à nouveau engagé à « œuvrer aux côtés des responsables de lieux de culte » pour « prévenir toute forme de radicalisation », a-t-il affirmé hier. « Le CFCM dénonce ces actes criminels, commis prétendument au nom de l'Islam, qui sont inacceptables et insupportables », écrit Dalil Boubakeur, président par intérim de cette institution,

interlocutrice privilégiée de l'État concernant le culte musulman.

### LÉGION D'HONNEUR

Les quatre victimes de l'attaque à la préfecture de police de Paris seront décorées de la Légion d'honneur, demain, lors d'une cérémonie nationale d'hommage au cours de laquelle Emmanuel Macron prendra la parole. Le policier stagiaire qui a tué l'assaillant se verra aussi décerner la Légion d'honneur à une date ultérieure.

### CLÉS USB

Selon une source policière à France 2, les enquêteurs auraient retrouvé, au domicile de l'assaillant de la tuerie de la préfecture de police de Paris, des clés USB contenant les coordonnées et données personnelles de dizaines de ses collègues, ainsi que des vidéos de propagande de Daesh.

## Mickaël Harpon était bien « inséré »

L'enquête dessine le portrait d'un homme intégré, dont l'attitude n'avait pas inquiété sa hiérarchie

Mickaël Harpon s'était converti à l'islam il y a une dizaine d'années. L'informaticien de 45 ans respectait le ramadan et avait « sollicité, une seule fois en 2018, une autorisation d'absence pour se rendre à la mosquée. Selon un chef de section, « il ne priait pas au bureau ».

En 2015, il a « une vive querelle » avec un collègue au sujet de l'attaque meurtrière contre « Charlie Hebdo ». « C'est bien fait », aurait-il déclaré. L'incident est rapporté verbalement, en juillet 2015, à un fonctionnaire de la Sous-direction de la sécurité intérieure, mais n'est pas formalisé.

Les témoignages les plus récents assurent qu'il « était totalement inséré » dans son équipe.

Selon plusieurs collègues, Mickaël Harpon ne serrait plus la main des femmes ni ne les embrassait, probablement depuis son mariage en 2014. Toutefois, plusieurs supérieurs soulignent qu'il ne manifestait « aucune animosité à leur endroit ». Une voisine du couple a décrit l'assaillant comme « quelqu'un de très calme » qui « allait à la mosquée mais avait une pratique (religieuse) normale ».

### Santé mentale en question

Par ailleurs, ce fonctionnaire, qui souffrait de troubles auditifs « lourds », avait fait part en février de certaines « frustrations » liées à son handicap qui semblaient freiner sa carrière. Sa femme a aussi évoqué le « comportement inhabituel et



Mickaël Harpon. PHOTO : AFP

agité » de son mari la veille de la tuerie. « Le Point » rapporte qu'elle a décrit son époux comme « possédé » pendant cette crise, et a affirmé que toute la famille s'était réunie au milieu du salon, lui « en larmes et prosterné ».

# Édouard Philippe est prêt pour une politique migratoire de « quotas »

## IMMIGRATION

Si le Premier ministre a dénoncé les « fausses solutions » des populistes, il a aussi fait preuve de fermeté

Le débat sur l'immigration s'est donc ouvert, hier, à l'Assemblée nationale. Avec, en première ligne, le locataire de Matignon, Édouard Philippe. Le chef du gouvernement prenant soin, en ouverture, d'éviter tout amalgame entre ce sujet et celui de la radicalisation islamiste sur notre territoire. « Oui, il y a des dérives communautaires » et « une sécession insidieuse dont nous ne voulons pas », a-t-il reconnu. « Mais c'est un débat en soi qui pose d'autres questions que celles de la maîtrise des flux migratoires et de l'accueil des ressortissants étrangers qui nous réunissent aujourd'hui. »

Une distinction nette donc mais qui a nourri l'essentiel de son propos. Preuve de la porosité ambiante. Surtout, après la tuerie à la préfecture de police de Paris, où quatre fonctionnaires ont été tués le 3 octobre.

### Le bond des demandes d'asile

Laissant ce mélange des genres à d'autres, Édouard Philippe s'est donc cantonné au strict intitulé du débat : la politique migratoire. Autrement dit, l'immigration régulière, mais aussi irrégulière. Avec, en fil rouge de ces débats à venir, ce paradoxe qui a déjà fait couler beaucoup d'encre : alors que les demandes d'asile ont diminué à l'échelon européen, elles ont bondi de 22 % en France. Comme l'a rappelé le Premier ministre, deux raisons majeures à cela. La première est liée à la hausse des demandes venant de personnes ayant déjà sollicité l'asile ailleurs dans l'Union européenne. La seconde illustre, elle, l'afflux de population venant de pays considérés comme « sûrs ». En particulier de Géorgie et d'Albanie. De quoi torde le cou à certaines idées reçues.

### Tacle aux populistes

Toutefois l'enjeu pour l'exécutif est bien d'aller au-delà du diagnostic. Mais avant d'aller plus loin, le Premier ministre a d'abord tenu à écarter les « fausses solutions ». À commencer par « l'immigration zéro », « qui n'a jamais existé », précise-t-il. Ou encore « l'immigration de remplacement », « qui fait appel aux ressorts les plus détestables du complotisme », appuie-t-il, dans un tacle à peine voilé à Eric Zemmour et aux populistes toujours prompts à faire le lien entre immigration et terrorisme.

Parmi ces « fausses solutions » se trouve aussi la fin du droit du sol, dont Édouard Philippe ne veut pas. Préférant envisager un durcissement des conditions de naturalisation, dont bénéficient



« La France [...] ne doit être ni plus, ni moins attractive que ses voisins », a plaidé Édouard Philippe, hier, à l'Assemblée. PHOTO AFP

## RÉACTIONS

### JEAN-LUC MÉLENÇON (LFI)

« Le pays mérite mieux qu'un collage de fantasmes. Vous montrez les immigrés du doigt. Regardez les bancs de cette assemblée et vous verrez aussi comment la France se fabrique ! (...) Vous avez choisi de faire de l'immigré le bouc émissaire des problèmes du pays plutôt que le financier qui pille notre pays ou le fraudeur du fisc. »

### GUILLAUME LARRIVÉ (LR)

« Il ne doit plus y avoir un droit des étrangers à immigrer en France mais un droit de l'Etat à décider qui la France souhaite accueillir ou refuser sur le territoire de notre nation. C'est pourquoi je propose qu'une charte de l'immigration, adossée à la Constitution, soit soumise au peuple français par référendum. »

60 000 personnes par an. Et ce en renforçant notamment l'exigence de maîtrise du français.

### Durcissement

De fait, s'il a rappelé les valeurs d'humanité qui doivent accompagner ce débat, c'est aussi un discours de fermeté qu'il a tenu hier.

« Il faut lutter contre les abus et les fraudes, et resserrer les critères là où cela s'impose »

cerné 34 000 personnes en 2018. « Il n'y a pas de tabou », a insisté le Premier ministre. Y compris concernant « l'immigration familiale ». Alors que celle-ci est sanctuarisée

par les textes européens, il a estimé que cette catégorie, qui a concerné 90 000 personnes l'an dernier, « ne saurait échapper à toute maîtrise ». « Il faut lutter contre les abus et les fraudes, et resserrer les critères là où cela s'impose », a-t-il précisé.

### « Sans naïveté »

Par ailleurs, il a souhaité ouvrir une réflexion sur les prestations sociales accordées aux demandeurs d'asile : « La France ne doit être ni plus, ni moins attractive que ses voisins ». Sur ce point délicat, Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, a annoncé un plan de lutte contre les fraudes » à l'aide médicale d'Etat (AME), dont le budget était de 858 millions d'euros en 2018.

Hier, c'est une politique migratoire « sans naïveté » et « sans coup de menton » qu'a défendue Édouard Philippe.

Jefferson Desport

## Castaner entendu jeudi au Sénat

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner sera entendu jeudi par la commission des Lois du Sénat. Cette dernière, présidée par le sénateur LR Philippe Bas, s'intéressera aux « conditions ayant permis le déroulement » de cette attaque, aux « éléments relatifs à la radicalisation de (son) auteur » et aux « signes qui auraient pu faire apparaître cette radicalisation dans le cadre professionnel ».

Elle interrogera le ministre sur « les conséquences qui en ont été tirées » et « sur les mesures administratives prises ou envisagées à l'égard des individus qui ont contribué à cette radicalisation ».

Seront également abordés « la nature, l'objet et le calendrier des missions d'inspection décidées par les pouvoirs publics, et plus généralement les dispositions prises par le gouvernement, à la lumière notamment des travaux de contrôle parlementaire déjà réalisés, relatifs à la détection des agents radicalisés dans les administrations et aux mesures de protection des services publics contre les risques que représentent ces agents ».

L'audition de Christophe Castaner devant le sénat sera ouverte à la presse. Elle « ne portera ni sur le champ des investigations conduites par le procureur national antiterroriste, qui relèvent de la seule autorité judiciaire, ni sur les faits et décisions relevant du secret de la défense nationale et du secret des procédures et méthodes des services spécialisés de renseignement », précise le communiqué.

Le contrôle par le Parlement de ces derniers est exercé par la délégation parlementaire au renseignement, couverte par le secret défense. Celle-ci entendra le ministre, ce mardi, à huis clos.



Christophe Castaner. PHOTO AFP



# Londres essaye toujours de convaincre l'UE

**BREXIT** Les discussions entre Européens et Britanniques sur le Brexit ont repris, hier, à Bruxelles

Londres a de nouveau tenté, hier, d'apporter des clarifications sur les points « problématiques » de son plan de sortie de l'UE. David Frost, l'émissaire du Premier ministre britannique, était à Bruxelles, toute la journée. « Le Royaume-Uni a fourni du contenu juridique supplémentaire. Il s'agit de plus de détails sur les douanes et les réglementations sur les marchandises, afin de clarifier comment les propositions britanniques fonctionneraient », a-t-on indiqué à Downing Street.

L'UE attendait des « propositions plus détaillées », selon la porte-parole de la Commission, Mina Andreeva. Cette dernière a laissé entendre que des échanges avaient eu lieu par téléphone et par messages électroniques durant le week-end. « Chaque jour compte », a-t-elle averti. « Nous avons besoin d'une solution et pas d'arrangements qui peuvent être révoqués ou qui sont laissés à une négociation ultérieure », a-t-elle rappelé.

Les Européens refusent le droit de veto que Londres souhaite accorder à l'assemblée et à l'exécutif nord-irlandais, et juge « problématiques » les propositions du plan pour les contrôles douaniers entre la province britannique d'Irlande du Nord et la République d'Irlande après le Brexit.

« Londres veut parvenir à un accord, mais un accord soutenu par les parlementaires implique un

compromis de toutes les parties », a souligné, hier, un responsable britannique. « Le Royaume-Uni a fait une offre importante, mais il est temps pour la Commission de montrer qu'elle est également disposée à faire des compromis. Si ce n'est pas le cas, le Royaume-Uni partira sans accord », a-t-il averti.

## Éviter un « no deal » le 31 octobre

Les propositions présentées la semaine dernière par le Premier ministre britannique pour remplacer l'accord conclu par Theresa May ont été rejetées en l'état par les Européens. Ils ont donné aux Britanniques une semaine, jusqu'à vendredi, pour les modifier afin d'éviter un « no deal » le 31 octobre.

Le président français Emmanuel Macron s'est entretenu dimanche avec Boris Johnson et lui a proposé un bilan « en fin de semaine prochaine » sur la faisabilité d'un accord. Le Premier ministre britannique a de nouveau exclu un nouveau report du Brexit, lors de cet entretien.

Boris Johnson va poursuivre haut et fort sa stratégie d'opposition à un report « afin que les électeurs partisans d'un divorce sachent qu'il le fait contre sa volonté et les dirigeants européens accorderont cette prolongation malgré les grognements sur sa durée et ses conditions », estime le centre de réflexion Eurasia.

## Les prix des carburants sont en recul

**PÉTROLE** Les prix des carburants routiers vendus dans les stations-service françaises ont reculé la semaine dernière dans le sillage des

cours, selon des chiffres officiels publiés hier. Le gazole s'affichait à 1,44 € le litre en moyenne, en baisse de 0,88 centime. Le prix du litre d'essence sans plomb 95 (super SP95) a quant à lui atteint 1,50 €, en reflux de 0,52 centime. Le SP95-E10, s'affichait à 1,47 €, soit 0,47 centime de moins. Enfin, le sans-plomb 98 (SP98) a atteint 1,56 €, en baisse de 0,52 centime.

**930** Le nombre d'apprentis dans l'artisanat en Charente en 2017-2018, selon le baromètre ISM-Maaf, publié hier.

Les inscriptions en première année poursuivent leur progression avec une reprise qui se confirme à + 3 %, à l'échelle nationale. En Nouvelle-Aquitaine, sur un total de 14 500 apprentis dans l'artisanat, 7 830 apprentis, soit 38 % de l'ensemble des apprentis dans la région, ont démarré un diplôme en 2017-2018, soit 8 % de plus que durant l'année précédente. Les évolutions les plus fortes ont eu lieu dans les Landes (+ 51 %) suivi par la Charente (+ 21 %) et la Corrèze (+ 19 %).

# La dernière rentrée de Gérard Lefèvre

## Angoulême

Ce soir, la Scène Nationale lance sa nouvelle saison, la dernière pour le directeur Gérard Lefèvre

### 1 « Ruy Blas » ou la fidélité à Yves Beaunesne

Trois fois « Ruy Blas ». Ce mardi, mercredi et jeudi, la Scène nationale d'Angoulême ouvre sa saison sur un classique de Victor Hugo, adapté et mis en scène par Yves Beaunesne pour la Comédie Poitou-Charentes. À Angoulême, Yves Beaunesne est un peu chez lui. Seul centre national d'art dramatique privé de lieu de résidence, la Comédie Poitou-Charentes a souvent trouvé refuge ici (« L'Annonce faite à Marie » en 2014, « Le Cid » en 2016, « Le Prince travesti » en 2018). L'adaptation de « Ruy Blas » par Yves Beaunesne a été conçue en extérieur, cet été, aux Fêtes nocturnes de Grignan, un festival durant lequel la pièce a été donnée à 44 reprises pour plus de 32 000 spectateurs. Ce soir, Angoulême inaugure la reprise en salles de cette adaptation promise ensuite à une belle tournée.

### 2 Déjà 45 000 tickets vendus sur 60 000 places disponibles

Les ventes de places vont bon train pour cette nouvelle saison au théâtre d'Angoulême. Sur les 60 000 tickets disponibles (161 re-



Gérard Lefèvre devant le théâtre d'Angoulême. PHOTO LOIC DEQUIER

présentations pour 52 titres), 45 000 ont déjà été vendus. Treize représentations affichent d'ores et déjà complet, comme « Le CV de Dieu » avec Jean-François Balmer (janvier 2020), « Plaidoiries » avec Richard Berry (février 2020) ou le concert d'Electro Deluxe (mai 2020).

### 3 Sonia Kéchichian choisie pour la succession

Le directeur Gérard Lefèvre prendra sa retraite en fin d'année avec le sentiment du devoir accompli. « Les Angoumoisins se sont approprié le théâtre, la maison est en ordre de marche et nous allons rendre des comptes à l'équilibre malgré le gros dégât des eaux subi en mars dernier. »

Réuni le 3 octobre, un jury, composé des différents financeurs, a choisi Sonia Kéchichian pour lui succéder. Actuellement directrice adjointe de la Scène nationale de Gap, Sonia Kéchichian prendra officiellement ses fonctions en janvier 2020. On prête désormais à Gérard Lefèvre, qui a dirigé la Scène nationale angoumoisine pendant treize saisons, des ambitions de retraite active puisqu'il serait présent pour figurer sur la liste municipale du maire sortant Xavier Bonnefont. « J'ai encore la tête au théâtre, réagit-il. Il y a une saison à lancer et les dernières négociations à mener avec notre assureur. On verra plus tard comment les choses évoluent. »

**B. R.**

# MediaSchool option emploi

**ANGOULÊME** Le groupe privé, qui plantera deux écoles en 2020, mise sur l'adaptation au marché des étudiants

**Hélène Rietsch**  
h.rietsch@sudouest.fr

Soixante étudiants post-bac sont attendus à la rentrée 2020 dans les locaux du groupe privé MediaSchool, rue Vigier-de-la-Pile, à Angoulême, quartier de l'Houmeau. European Communication School (ECS), spécialisée en communication, et Sup de web, dans les métiers du digital, démarreront chacune avec deux promotions de 15 élèves, niveau bachelor et master 1. « On table sur un fonctionnement à plein régime, de 180 étudiants, en 2022 », explique Stéphanie Chapelle, la directrice du nouveau campus, ravie que l'école soit si bien située « entre Pôle image et quartier des affaires, entre pôle créatif et business ».

Tour à tour manager bancaire, productrice, scénariste, experte en game storming, la directrice, consultante en stratégie de développement à Angoulême (Ibacentral) depuis quatre ans, va encadrer ces deux écoles, épaulée par une assistante. « On essaie de recruter des intervenants locaux actuellement (lire ci-contre), sachant que les étudiants auront à traiter des études de cas réel proposées par des entreprises locales, qu'il y aura des stages obligatoires dès la première année, et des contrats d'alternance en troi-

sième année ou de la professionnalisation au 4/5<sup>e</sup> (quatre jours en entreprise, un en formation) », explique Stéphanie Chapelle. Qui met en avant des formations certifiées par l'État, et « recertifiées tous les cinq ans ».

## « Des étudiants augmentés »

L'ADN de ce groupe de formation supérieur privé est justement « la formation d'étudiants professionnalisants ». Ce que revendique Franck Papazian, président de MediaSchool. « On insiste sur la polyvalence des étudiants, leur adaptation aux nouveaux marchés sans cesse en création. Notre force s'appuie sur la formation mais aussi sur des médias et événements. On a acquis notamment "Le Journal du luxe" et 30 événements associés, ce qui fait de nos étudiants des étudiants augmentés », revendique le président.

Avec ses 32 écoles et 5 500 élèves, MediaSchool a mis l'option emploi en tête de ses priorités. « 87 % de nos étudiants ont un contrat six mois après la sortie de l'école. Notre objectif est de passer à 95 %, sachant que la moitié de nos effectifs sont en contrat de professionnalisation », ajoute Franck Papazian. Ces deux nouvelles formations s'instal-



L'équipe de Mediaschool aux côtés des élus, dans les locaux des futures écoles, ECS et Sup de web. PHOTO ANNE LACALUD

leront dans 500 m<sup>2</sup> d'anciens chais, rachetés 1,3 M€ par la Sem Territoire Charentes. Ils vont faire l'objet de rénovation pour le même montant, et seront loués 50 000 € HT annuels. « Nous sommes ravis de voir l'écosystème étudiant s'étoffer alors que l'université de la Charente s'apprête à fêter ses 30 ans », disent en cœur François Bonneau, président du Département, et Jérôme Sourisseau, vice-président. Les élus assurent défendre « une culture universitaire mixte, publique et privée, dissociée ou pas de l'entreprise ».

## ÇA RECRUTE

### SUR LE CAMPUS D'ANGOULÊME

Stéphanie Chapelle recrute actuellement des professionnels de la communication, du digital et des médias, futurs intervenants de l'école.

**SUR CONCOURS** Le recrutement des étudiants se fait sur dossier (master) et concours (bachelor), écrit et oral.

**TARIFS** Les frais d'inscription se montent en bachelor à 6 700 euros, et 7 200 euros l'année en master (à la charge de l'entreprise si c'est par alternance).

# Santé : des murs photos pour « être visibles »

**CHARENTE** Crise des Ehpad : la CFDT choisit le 8 octobre pour dénoncer

« Je suis une richesse. » C'est le message de la CFDT Santé sociaux, relayé en Charente, ce 8 octobre alors que la Fédération nationale a déposé un préavis de grève pour l'ensemble des personnels des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux publics et privés. « Plutôt qu'une grève, difficile dans nos professions et qui rogne des pouvoirs d'achat déjà limités, on a choisi les réseaux sociaux pour relayer nos revendications », expliquent Patrick Rouillard, secrétaire départemental CFDT, et David Texier, trésorier. « On ne pourra pas nous dire qu'on ne nous voit pas », abonde Valérie Patrier, élue CFDT.

## « Respectez-moi »

Les syndicalistes partageront des dizaines de portraits de professionnels de la santé (2 500 en France) avec deux slogans : « Tu comptes sur moi, ne me calcule pas » et « Je fais mon job, respectez-moi ». L'idée, se battre pour une reconnaissance salariale et des effectifs dignes, dans « un secteur d'activité sinistré ». Où 80 % de l'emploi est féminin, peu reconnu. En délégation, ils ont rencontré hier matin le député Thomas Mesnier, parce qu'ils attendent « des actes » au moment où la loi sur le financement de la Sécurité sociale va être examinée.

# Une saison rayonnante pour les circuits de visite

**TOURISME** Les maisons de cognac enregistrent une hausse de fréquentation à deux chiffres. Le public français est de plus en plus au rendez-vous pour découvrir une offre qui s'étoffe

Philippe Ménard  
p.menard@sudouest.fr

Le cognac caracole sur les marchés, il flamboie aussi à domicile. Les circuits de visite des maisons de cognac ont vécu une saison radieuse. Tout d'horizon non exhaustif, mais représentatif, avec Stéphane Daugeron, responsable des visites chez Hennessy, Laura Sileo Pavat, directrice des visites et de l'hospitalité chez Martell, Delphine Paquet, responsable de l'hospitalité chez Rémy-Martin, Dimitri Jamain, responsable du circuit de visite et des relations marché chez Courvoisier, et Karine Aiguillon, responsable des opérations au Château royal de Cognac (maison Otard).

## Des progressions dépassant parfois les 20 %

En juillet-août, Hennessy a dénombré 10 500 visiteurs, une progression de plus de 20 %. « On devrait être autour de 30 000 personnes sur l'année 2019, contre environ 27 000 en 2018 », précise Stéphane Daugeron. Même tendance chez Otard, qui affiche +25 % sur les neuf premiers mois. La maison nichée dans le château natal de François I<sup>er</sup> avait reçu 23 000 personnes en 2018. Chez Rémy-Martin, 2018 avait été « compliquée, avec des mois assez atypiques », pour un total de 17 000 personnes. En 2019, le site de Merpins et son fameux Petit train ont attiré 10 % de curieux en plus. « On a senti du mieux chaque mois, ça fait du bien », savoure Delphine Paquet. Martell ne dispose pas d'éléments de comparaison, puisque son nouveau circuit, basé sur les nouvelles technologies, a ouvert en mai. Le numéro 2 du cognac livre un chiffre global sous le label « Destination inside Martell », incluant le circuit, la fondation Martell et le bar L'Indigo sur le toit panoramique. Il est conséquent : plus de 70 000 personnes accueillies entre mai et septembre. Chez Courvoisier, à Jarnac, les entrées sont identiques à 2018 pour la haute saison, à dix près, pour un total à l'année de 5 000 visiteurs. Mais le panier des achats progresse de 5 %, alors que la part des visiteurs français augmente.

## Un regain d'intérêt du public français

C'est une tendance très prononcée : le public français est présent en force. Sa proportion est passée de 55 à 71 % du total chez Courvoisier, de 60 à 67 % chez Hennessy. Sa part représente 65 % chez Otard, 60 % chez Martell, 50 % chez Rémy-Martin. Les maisons de cognac constatent notamment un intérêt accru au plan local et régional. Chez



Le public français s'intéresse plus au cognac. Ici une dégustation chez Hennessy. ARCHIVES ANNE LACALUD



Le petit train de Rémy-Martin reste une valeur sûre. ARCHIVES A.L.



Le nouveau circuit de Martell, basé sur l'interactivité. L. DEQUIER



Les offres personnalisées foisonnent, ici à Courvoisier. A.L.

Otard, par exemple, 30 % des visiteurs viennent des deux Charentes, 6 % de l'ex-Aquitaine. L'attrait des Bordelais a grandi avec la création de la Région Nouvelle-Aquitaine. Parmi les étrangers, les États-Unis, la Grande-Bretagne pointent en tête, suivis par la Chine, l'Australie et la Russie, selon les endroits.

## 3 L'effet Destination cognac, un travail de longue haleine

Le travail de communication autour d'une « destination » ciblée autour de Cognac porte ses fruits. Le comité régional de tourisme et Charentes Tourisme montent en puissance sur ce sujet. « Cognac est regardé de très près », note Delphine Paquet, qui salue une approche collective, la seule à même de faire rester les touristes sur la durée. « Il y a eu beaucoup de communication autour de la réussite du cognac, on a eu une belle visibilité cette année », souligne Stéphane Daugeron. « Je pense que les Français redécouvrent le territoire et ses produits. On sait mieux

s'adresser à eux, en offrant plusieurs alternatives », juge Laura Sileo Pavat.

## 4 L'aubaine du cyclotourisme, et autres ingrédients

La météo, quand elle est caniculaire ou pluvieuse, reste un élément décisif dans la fréquentation. D'autres hypothèses sont avancées par les négociants. Les Français sont moins partis en vacances, ou plus près de chez eux. Le succès des animations estivales, Blues Passions, Fête du cognac, a pu rejaillir sur les circuits. La Semaine fédérale de cyclotourisme a eu un impact notable. Rémy-Martin a même dû refuser du monde. Son circuit de Merpins, voisin de l'immense camping temporaire, a enregistré une fréquentation en hausse de 36 %. L'ouverture de l'hôtel Chais Monnet constitue aussi un atout majeur. Karine Aiguillon élargit la perspective. « De belles structures comme ça ça tire tout le monde vers le haut. On a une hôtellerie de qualité à Cognac, à tous les niveaux. »

## 5 Une offre élargie en qualité et dans la durée

Le panel des maisons s'est considérablement élargi. Rémy-Martin avait innové avec ses « visites privées » en 2008. Sa gamme va de 18 à 1 000 euros, avec une progression de 12 % sur le haut de gamme. Hennessy investit ce terrain avec une visite « Paradis impérial » entre 250 et 300 euros. Le leader a aussi joué de la tendance en créant un atelier sur les cocktails. Son circuit relooké en 2016 ouvre toute l'année. C'était le cas depuis deux ans chez Otard, cela s'applique aussi à partir de cette année chez Martell. L'hiver devient une vraie saison touristique, en jouant sur les charmes de la distillation. « On voyage peut-être d'une autre façon, par petits groupes... On prend un gîte de charme sur un week-end », observe Karine Aiguillon. Fini les circuits monochromes ! Les négociants taillent sur mesure, à l'affût des tendances. Et ça paye.



## LE PIÉTON

Appris avec tristesse la disparition de Mié Coquempot, à l'âge de 48 ans, samedi. Cette chorégraphe franco-japonaise, direction de la fondation K 62, était venue à plusieurs reprises au théâtre de L'Avant-Scène. Elle avait été accueillie pour des résidences de travail en 2015 et 2016. En mars dernier, elle présentait « Z'anima », un spectacle jeune public.



PHOTO ARCHIVES P.H.M.



**doizon**  
CONSTRUCTEUR DE GARAGES  
d'abris de jardin  
& d'auvents  
**EXPOSITION PERMANENTE**  
Ouvert les lundis, mercredis  
& vendredis de 14h30 à 18h  
**Claude BOUR**  
48, bd de Javrezac - COGNAC  
05 45 35 28 01 • www.doizon.com

## AGENDA

### AUJOURD'HUI

**Secours catholique.** De 9 h 30 à 11 h 30, vente de vêtements à petits prix et réception des dons, au 13 rue Millardet. Ouvert à tous.

« **Cognac - Limoges** ». De 14 h à 18 h, présentation au Musée des arts du cognac, du don de M. et Mme Lederer, collectionneurs de flacons en porcelaine destinés à recevoir le cognac. Tarif, 5 €. Renseignements par téléphone au 05 45 32 66 00.

« **Drôles de drôles** ». De 14 h à 18 h, exposition d'une centaine de pièces évoquant l'enfance dans le Cognacais entre 1900 et 1960, au Musée d'art d'histoire.

**Balade à pied ou à vélo.** 7 km de chemin aménagé le long de la Charente, à la base plein air André-Mermet. Tél. 05 45 82 46 24. Départ de la boucle 24 de Charente Vélo : un circuit découverte de 23 km (facile) et un circuit d'exploration de 41 km (difficile).

CHÂTEAUBERNARD

# Amel Bent a laissé perler ses émotions sur scène

480 personnes sont venues assister au concert d'Amel Bent, samedi 5 octobre au Castel. La salle affichait déjà complet mi-septembre, une vingtaine de chaises aux abords de la scène avaient été ajoutées. Avec son nouvel album « Demain » sorti en 2019 la chanteuse a entrepris sa 5e tournée intitulée « L'Autre Tour ». Châteaubernard sonnait la reprise de la 2e partie de ce tour des villes après une pause estivale. C'est sur le plus intimiste de ses titres « Attendez-moi » écrit 10 jours avant la fabrication de l'album que l'artiste a ouvert la soirée. Amel Bent n'a pas triché avec son public lui offrant de nombreux apartés au fil de ses titres phares, mais aussi de son dernier né « Demain ». La chanteuse et son public ont savouré chaque minute de ce moment suspendu, celui d'une maman amoureuse mais aussi chanteuse qui renoue avec la scène.

**Sandra Balian**



**Au fil de ses titres, Amel Bent s'est mise à nu généreusement.** PHOTO S. B.

# Ils vont venir recueillir la parole de couples

**CULTURE** Grand Cognac, l'Avant-Scène et la compagnie GÜMs ont lancé un projet dans lequel des habitants du territoire sont les « héros »

**Didier Faucard**  
d.faucard@sudouest.fr

« C'est un projet original », lance, ravie, Nicole Roy, la vice-présidente de l'Agglo en charge de la culture. On ne la contredira pas. C'est, sans doute même, ce qui a conduit Grand-Cognac à s'engager sur le projet porté par l'Avant-Scène et la Cie GÜMs.

« À la suite de l'avis favorable de la commission culture-patrimoine, les élus communautaires ont décidé au mois de mars de soutenir le projet », indique Nicole Roy. En apportant au passage, précisons-le, une enveloppe de 10 000 €. « L'un des côtés intéressants du projet est qu'il est développé sur et avec le territoire, les communes de Grand-Cognac et les gens qui y habitent », signale Stéphane Jouan, le directeur de l'Avant-Scène. Ainsi, toutes les communes ont été sollicitées pour y participer, « quatre ont présenté leur candidature, mais une s'est retirée », informe Nicole Roy. En reste donc trois : Boutiers-Saint-Trojan, Moulidars et Saint-Preuil.

## Huit couples

Ce projet quel est-il ? Il est parti de la volonté de la compagnie GÜMs — Clémence Rouzier et Brian Heninot — de créer une installation autour de leur spectacle « Kälk ».

« Nous avons déjà accueilli deux fois, la compagnie à l'Avant-scène, en 2017 pour leur spectacle « Stoik » et en 2019 où ils avaient présenté « Kälk » en avant-première, rappelle Stéphane Jouan. Ils viennent du



**Les GÜMs ici dans leur spectacle « Kälk » sont à l'origine de ce projet.** PHOTO THIERRY DAVID.

monde du cirque — il était clown et elle acrobate — et font du théâtre gestuel (sans paroles, NDLR) burlesque.»

« Kälk » est une création qui explore la fusion dans le couple, la transformation qu'opère le temps sur la relation et les individualités... Pour accompagner le spectacle, le duo a ainsi imaginé cette installation, basé sur le témoignage de couples — couple « familial » mais aussi bien frère/sœur, amis, parents/enfants —, « l'essentiel est que la relation soit assez ancienne pour avoir de la matière », expliquent Nicole Roy et Stéphane Jouan.

Un appel a donc été lancé aux habitants de Saint-Preuil, Moulidars et Boutiers-Saint-Trojan pour se prêter au jeu. La compagnie avait souhaité pouvoir rencontrer huit couples, ils ont, semble-t-il, été trouvés,

mais rien n'empêche les personnes intéressées de candidater encore auprès de l'Avant-Scène (1)

Clémence Rouzier et Brian Heninot viendront chercher leur matière entre le 25 et le 29 octobre, journées au cours desquelles les interviews (audios et vidéos) seront réalisées. « Là encore, l'intérêt et l'originalité tiennent dans le fait qu'ils se rendront chez les gens », insiste Stéphane Jouan. Et si des confidences tournent au « grand déballage » pas forcément sympathique ? « Ils sauront tourner les questions pour que ça n'arrive pas, que ça reste ludique », répond-il.

Le résultat, sous forme, on l'a dit d'installation plastique — cinq sculptures — sera présenté au mois de février 2020.

(1) Contact: rp@avantscene.com

### Des rencontres autour de la sécurité

**POUCE** Dans le cadre des Rencontres de la sécurité qui se dérouleront du 9 au 12 octobre, au cours desquelles, les policiers interviendront auprès des collégiens et des seniors pour des missions d'information et de prévention, deux rendez-vous également ouverts à tous sont prévus. Jeudi 10, à l'initiative du commandant Toullier, en partenariat avec Eurociné et la préfecture, l'excellent film « Jusqu'à la garde », de

Xavier Legrand et avec Léa Drucker et Denis Ménochet sera diffusé à 20 heures 45 au cinéma Galaxy. Il sera suivi d'un débat sur les violences conjugales en présence de Mme Veyssière, magistrate spécialisée, de représentants de la police nationale, du centre Suzanne -Noël de l'Aserc qui accueille les femmes victimes de ces violences et France Victime 16. Entrée gratuite. D'autre part, le matin du samedi 12, les policiers seront présents sous le marché couvert pour présenter leur mission et la sécurité du quotidien.

### Jazz au Chais Monnet

**MUSIQUE** Le Rotary club de Cognac organise un concert de Classic Jazz avec le trio italien ABC (Attesti, Bozzi et Cucchi), vendredi 11 octobre (20 heures) au Chais Monnet. Au programme : Bach, Tchaïkovski et Mozart. Tarifs : 10 et 20 euros. Le concert sera donné au profit de l'Ehpad de Cognac pour les aider à aménager et embellir la salle de restaurant des pensionnaires. Réservation sur le site du Rotary de Cognac, à l'office de tourisme ou sur place le soir du concert.

# Objectif : approcher les 10 000 visiteurs

Vendredi, Cognac Tourisme a inauguré son nouvel outil jarnacais, son bureau d'information touristique Destination cognac, idéalement situé sur l'avenue Carnot, en bord de Charente. Ce bâtiment de 85 m<sup>2</sup> avec un espace d'accueil, une salle de réunion... a nécessité quatre mois de travaux pour un coût avoisinant les 150 000 €. Le projet ne date pas d'hier c'est l'ancienne Communauté de communes de Jarnac qui avait lancé l'idée, mais « la transaction n'avait pas pu se faire » se souvient Jérôme Sourisseau.

C'est donc Grand-Cognac qui a porté ce projet. Le nom Destination Cognac avait créé une petite polémique sur les réseaux sociaux. Vendredi soir, Jérôme Sourisseau y a répondu clairement : « on a voulu mutualiser nos forces autour d'une marque mondialement connue, s'en servir de faire-valoir et ce nom ce n'est donc pas du tout par opposition des territoires. D'ailleurs, nous pouvons prendre l'exemple du Marathon du cognac qui se déroule à Jarnac et qui utilise aussi le nom cognac ».

Le président de l'Agglo a préféré s'attarder sur les nombreux atouts de ce site « situé à deux pas du



Le nouveau bâtiment a été inauguré vendredi soir. PHOTO S.C.

camping, de la base de canoë-kayak, de l'hippodrome... au bord du fleuve, c'est un bel outil de promotion », a-t-il conclu laissant la parole à Chantal Nadeau en charge du tourisme pour l'Agglo. Cette dernière a donné rendez-vous dans cinq ans pour fêter le centenaire de l'office mais aussi pour voir les premiers résultats.

Avec ce nouveau bâtiment, l'équipe d'accueil a d'ores et déjà revu à la hausse les horaires avec

150 heures supplémentaires prévues à l'année. « L'objectif est de doubler la fréquentation et de s'approcher des 10 000 visiteurs à l'année », a-t-elle annoncé. « Il va falloir dépasser les clivages qui nous empêchent d'avancer parfois... soyons créatifs, innovants, cassons les codes et faisons de cet espace un lieu d'envie », a-t-elle conclu devant de nombreux élus du territoire présents à cette inauguration.

**Séverine Caillé**

## L'heure des contes pour enfants à la médiathèque

**CHERVES-RICHEMONT** Depuis plusieurs années, un samedi par mois, la médiathèque avait lancé un temps consacré aux contes pour enfants, « Des bouts d'choux et des contes ». Il y avait aussi « Les racontages du samedi » pour tous. Une certaine usure de la formule a sans doute rejoint l'attente des familles. Si bien que les responsables de la médiathèque proposent cette année un temps nouveau, toujours gratuit, et sans réservation, pour les petits de 0 à 5 ans, un mercredi par mois, de 16 h 30 à 17 h. Nolwenn va présenter des textes, albums et livres, sur le thème de la météo ; la 1<sup>re</sup> séance (sur 9) aura lieu demain mercredi, sur le vent. Sur le même thème, pour les enfants accueillis chez les assistantes maternelles, les rencontres demeurent le vendredi, sur réservation, avec deux horaires : 9 h 45 ou 10 h 30. (Tél. 05 45 83 70 40).